

Le canton de Genève veut lutter contre la radicalisation de certains jeunes. Plusieurs mesures sont déployées, à la fois sécuritaires et sociales

# Accompagner le retour de djihadistes

ERIC LECOULTRE

**Sécurité** ► Il y a un an, Genève était en état d'alerte terroriste et craignait la présence de sympathisants de Daesh (ou Etat islamique) sur son territoire. C'était quelques semaines après les attentats de Paris du 13 novembre. La police genevoise applique encore aujourd'hui un niveau de vigilance élevé.

En 2016, le Département de la sécurité et de l'économie (DSE), piloté par le conseiller d'Etat Pierre Maudet, a perfectionné son dispositif de lutte contre la radicalisation. «Genève a aujourd'hui un coup d'avance», a-t-il assuré. Lundi, devant la presse, le magistrat a présenté un plan d'action «global», visant à détecter les personnes tentées par un départ auprès des organisations terroristes, et également à réintégrer celles qui reviendraient en Suisse, après leur «djihad». Une approche pas uniquement sécuritaire.

## 1 Encadrer les retours

Selon Pierre Maudet, «ce besoin devrait bientôt se matérialiser» à Genève. La France s'approprie par exemple à devoir gérer le retour de près de sept cents personnes radicalisées. La Suisse a enregistré septante-huit cas, dont cinq depuis Genève, de ressortissants partis combattre en Syrie, en Irak, en Afghanistan ou en Somalie. La question de leur retour est éminemment complexe. Le Ministère public de la Confédération peut décider de les mettre en détention préventive. Il peut ensuite imposer certaines condi-

tions pour leur libération, comme l'interdiction d'entrer en relation avec certaines personnes ou la saisie du passeport.

«Malgré toutes ces mesures, nous sommes un peu démunis», admet Pierre Maudet, qui ne souhaite pas que ces ex-djihadistes, très souvent jeunes, soient «abonnés à vie à la prison». Parallèlement à la surveillance, ce dispositif intègre donc tout un aspect social.

L'approche genevoise vise à accompagner ces personnes vers leur réintégration. Elle s'inspire des expériences danoise et allemande. «Pour chaque cas, un éducateur de référence sera nommé», explique Yann Boggio, secrétaire général de la Fondation genevoise pour l'animation socio-culturelle (FASc). Il sera chargé d'apporter un appui à la personne revenue des zones de conflit pour gérer sa situation sur le plan émotionnel, psychologique, idéologique ou même économique, poursuit-il. Ce projet est issu d'un accord entre les départements cantonaux du social, de l'instruction publique et de la sécurité.

## 2 Prévenir les radicalisations

Face aux risques de radicalisation de certains jeunes, le canton veut agir en amont, lorsque les premiers signes apparaissent. Pour détecter les personnes susceptibles de partir pour le djihad, la police agit sur les réseaux sociaux et se montre très attentive aux endroits sensibles, comme les salles de sport, les lieux de détention ou de cultes. «Nous entretenons des

**En juillet 2016, une fausse alerte à la bombe avait fait craindre la présence de djihadistes à l'aéroport. Les autorités avaient mobilisé des moyens policiers importants.** J.P.D.S



contacts étroits avec la direction de la mosquée du Petit-Saconnex, précise Pierre Maudet. Cette concertation ne nous empêche pas de mener notre travail de surveillance ou de mise en garde, lorsque les enjeux ne sont pas suffisamment bien perçus.» De façon générale, on mise sur la collaboration: «Sans les informations fournies par les acteurs sociaux (éducateurs ou enseignants) présents sur le terrain, notre travail de détection serait imparfait», précise Monica Bonfanti, cheffe de la police. Mais quelle réponse apporter aux proches directement en contact avec un jeune en voie de

radicalisation? Une plateforme de prévention est mise en place depuis six mois. Pour accompagner son site internet (gardezlelien.ch), elle propose depuis lundi une ligne téléphonique permanente. Elle informe notamment les parents qui s'inquiètent face au comportement de leur enfant et les oriente vers les services compétents, que ce soit le Centre d'information sur les croyances ou la police en cas d'urgence. La coordination entre les différentes institutions est désormais jugée «efficace». Un quinzaime de cas auraient été «désamorçés» grâce à cette plateforme. Yann Boggio donne

un exemple: «Nous avons été alertés sur les activités d'un jeune adepte des vidéos de décapitations de Daesh sur internet. Notre travail de vérification a permis de montrer que cette information était fausse. La situation actuelle est aussi propice aux fantasmes.» Ce projet pilote va être mené pendant un an, avant d'être évalué.

## 3 Gérer la menace

«La Suisse n'est pas une île, prévient Paul Zinniker, vice-directeur du Service de renseignement de la Confédération. Ici, comme ailleurs en Europe, la

menace est élevée.» Il souligne que, chaque jour, son service reçoit une centaine d'informations sensibles liées au risque terroriste en Suisse.

Trente-cinq personnes sont actuellement suivies à Genève, car elles représentent «un risque pour la sécurité intérieure» du canton. Cela se traduit par un déploiement important de la police lors des manifestations festives ou diplomatiques. «En matière de renseignement, notre collaboration avec les autorités fédérales est aujourd'hui bien meilleure qu'il y a un an», salue Pierre Maudet. I

# Science et créativité s'allient à Conches

**Jeunesse** ► La Maison de la créativité, située dans l'ancienne annexe du Musée d'ethnographie de Conches, propose depuis la fin de l'année 2015 des activités destinées à développer la créativité chez les tout-petits (moins de 6 ans). Après un an d'activité, l'institution étoffe son offre avec un nouveau projet autour de la science, en partenariat avec le Mouvement de la jeunesse suisse romande (MJSR).

Présidente du Conseil de fondation de la Maison de la créativité, Fabienne Bugnon vante les mérites de cette grande maison de maître sur trois étages, avec un parc et une forêt attenante de trois hectares. Cet espace a jusqu'alors favorisé le développement d'activités créatrices et artistiques utilisant les éléments naturels ou de récupération. Les valeurs de la Maison? Liberté créative, laisser libre court à l'imagination des enfants, respect du rythme de chacun (pas de notion de résultat à la fin de l'activité) et rencontre. La Maison accueille en semaine des structures de la petite enfance, avec priorité à celles de la Ville de Genève et des communes avoisinantes, et est ou-

verte au public les mercredis après-midi ainsi qu'un samedi par mois. Elle propose également des activités pendant les vacances scolaires.

Fabienne Bernard, directrice du centre de loisirs MJSR, ajoute que l'organisme qu'elle dirige s'est «ouvert à un autre monde», le MJSR travaillant habituellement avec des enfants de plus de 6 ans. *Animasciences*, le programme mené conjointement par les deux entités, se décline en deux volets: une offre d'activités scientifiques à la Maison de la créativité pour les 3-6 ans et, à venir, une intégration d'activités scientifiques dans les camps de vacances du MJSR, qui pourraient se dérouler en partie sur le domaine de Conches.

Le but est de proposer aux enfants «d'appréhender la science au sens large de multiples manières (par l'expérimentation, à travers les émotions, etc.)». Depuis octobre, une phase pilote a déjà vu 700 participants, enfants et accompagnants compris, expérimenter des ateliers. Un projet avec les écoles, combinant travail en classe puis à la Maison de la créativité, a reçu 300 réponses



**La Maison de la créativité propose une offre d'activités scientifiques pour les 3-6 ans.** GRÉGOIRE LAGGER

de classes intéressées.

Esther Alder, conseillère administrative en Ville de Genève, laquelle soutient financièrement l'institution à hauteur de 580 000 francs par an, estime que la Maison de la créativité «participe pleinement à la mission de la Ville de favoriser l'intégration des familles et l'égalité des chances entre tous les enfants».

Médiatrice scientifique et responsable d'*Animascience*, Chloë Sheikh-Kadir témoigne

du bon déroulement des ateliers de la phase pilote: «Les parents ou les grands frères et sœurs qui accompagnent les enfants les aident et explorent également. Finalement, ils deviennent tous des médiateurs scientifiques.» Un atelier sur la transmission du son a été plusieurs fois proposé. Des microscopes et jumelles pour enfants sont également à disposition pour observer des éléments naturels qui sont ici à portée de main.

STÉPHANIE DE ROGUIN

# Les TPG réduisent leur offre dès la semaine prochaine

**Mobilité** ► Contrairement au projet de développement présenté en octobre, les TPG annoncent réduire encore la cadence de certaines lignes dès le 11 décembre.

Retournement de situation aux Transports publics genevois (TPG). En octobre dernier, les TPG annonçaient «la fin de la morosité des moyens» en présentant plusieurs innovations pour cette fin d'année. Un nouveau communiqué de presse, diffusé aujourd'hui prévoit des changements moins optimistes.

Du côté des amélorations, les usagers des transports publics bénéficieront bien des nouvelles lignes J entre Avusy et Lancy-Hubert et P dans la région du Mandement. Des aménagements rendus possibles grâce au financement des communes desservies. Les lignes 47, 35, B et U seront également renforcées. L'ajout d'une course sur la ligne NJ au départ de Rive est également prévu.

En parallèle, il y aura une diminution de l'offre due au «contexte budgétaire actuel.» La cadence des lignes urbaines sera revue à la baisse, en s'adaptant

à la fréquentation observée. Les lignes 28 et 57 verront également les passages réduits, il en sera de même pour le bus 42 dont le parcours sera raccourci. Le bus D ne rejoindra plus VitamParc mais effectuera son terminus à Saint-Julien. L'arrêt Chêne-Bougeries de la ligne 12 sera quant à lui supprimé.

**En définitive**, une baisse de l'offre à hauteur de 0,5% sera effective dès la semaine prochaine. Marc Châtelain, directeur de l'exploitation aux TPG, la justifie par des moyens réduits, qui demandent une adaptation: «A l'origine, nous prévoyions une augmentation de l'offre dès le mois de décembre grâce aux réajustements des tarifs à la hausse. Or le référendum a bloqué cette perspective et nous avons du faire au mieux avec les moyens à disposition.»

Les améliorations, initialement reportées en avril, sont elles aussi mises en question, regrette Marc Châtelain. Elles dépendront du vote sur la hausse des tarifs des TPG, voulu par une majorité du Grand Conseil, mais contestée par un référendum. CORA BEAUSOLEIL